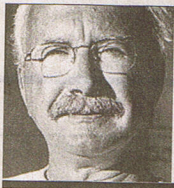


Une catastrophe pour la médecine

Maurice Hurni, docteur et président du Groupement des psychiatres-psychothérapeutes vaudois, s'inquiète du système de «soins intégrés» que prônent Santésuisse et la FMH



«N'ayez pas peur», proclamait le saint-père aux jeunes en 2004 à Paris. C'est ce même message rassurant que deux instances, moins spirituellement élevées, viennent de répéter tout récemment aux médecins de ce pays: la FMH, organisation faitière des praticiens suisses, et Santésuisse, organisme qui regroupe une majorité des assureurs maladie suisses. Etrange convergence de deux entités que tout devrait logiquement opposer: les assureurs d'une part, avec leur but d'une rentabilité maximale pour leurs actionnaires et leur personnel, les médecins d'autre part, qui, normalement, devraient souhaiter être librement accessibles à leurs patients et pouvoir tout aussi librement leur prodiguer des soins. Pourquoi donc cette touchante mansuétude de la part de ces deux organismes et de quoi ne serions-nous pas censés avoir peur? Réponse: du bouleversement imminent et catastrophique de toute la médecine suisse!

Si le Conseil des Etats l'approuve en septembre, le modèle dit «des soins intégrés» va devenir le modèle médical dominant dans notre pays.

Ce nom de «soins intégrés» ne vous dit rien? A nous non plus. C'est voulu. Autrefois, ce projet s'appelait plus clairement «soins dirigés», ce qui était déjà plus explicite (à notre avis «soins fliqués» eût été encore plus précis). Par la suite, ce terme a

été transformé par des responsables marketing en «soins contrôlés» puis allégé en «soins gérés», pour aboutir finalement à ce nom insignifiant, vaguement plaisant. Il s'agit là d'une véritable manipulation du langage.

Les deux argumentaires évoquent ensuite la liberté que sont supposés avoir les patients d'entrer ou non dans ces réseaux. Il s'agit là d'une distorsion de la réalité lorsque l'on sait que ceux de nos concitoyens qui souhaiteront garder le privilège de choisir librement leur médecin se verront pénalisés par une franchise plus élevée, par une participation aux frais doublée (20%) et par un plafond de dépenses annuelles de soins plus élevé.

Le vice-président de la FMH, lui, nous assure qu'au sein de ces «réseaux» de patients, tout le monde sera content puisque médecins et assureurs pourront convenir à leur guise des contrats qui leur convien-

Ce cauchemar technocratique paranoïde nous donne des sueurs froides

nent. On tremble déjà à l'idée de cette fragmentation de la médecine suisse en autant de petites entités, chacune régie par des règles différentes. Jusqu'à présent, le patient, qu'il soit soigné à Saint-Gall ou à Genève, l'était dans un cadre identique. Désormais, tout dépendra du réseau auquel il sera affilié. En fait de liberté, on se doute que ce sera surtout celle des assureurs de conclure toute une panoplie de contrats juteux auxquels médecins comme patients seront assujettis.

Plus grave: Santésuisse veut nous persuader que cette médecine en réseau n'est pas l'équivalent d'une «médecine au rabais» – alors que cela sera malheureusement bien le cas. En effet, les médecins affiliés à ces réseaux seront contraints d'endosser une «responsabilité budgétaire» (encore une manipulation du langage, là où on attendrait plutôt le terme de «carcan budgétaire»). Au début de l'année, les managers-directeurs de ces réseaux négocieront avec chaque assurance, dans une macabre cérémonie à connotation actuarielle, combien vont leur coûter les soins pour un collectif donné (système dit de «capitation»). Cela aboutira à une sorte d'enveloppe budgétaire annuelle que les thérapeutes devront respecter, sous peine de pénalités pour tout le groupe. Pour le dire autrement: chaque patient qui consultera comprendra que son médecin, tout en le soignant, est en train de pondérer les frais occasionnés par son traitement en fonction du budget global. Pour le médecin, il en résultera un épouvantable dilemme éthique: il sera déchiré entre sa conscience professionnelle et les pressions financières de son réseau. Tous les rapports humains s'en trouveront pervertis (relation médecin-malade en premier lieu, mais aussi relations entre médecins et, qui sait, entre patients). Et en définitive, par ce tour de passe-passe, les assureurs auront réussi à faire endosser leurs risques par des médecins bien naïfs, aux dépens de patients bien mal informés.

Mais il y a une peur qu'aucun des deux interlocuteurs ne tente d'apaiser, ni même ne mentionne: c'est celle de la disparition du secret médical au sein de ces réseaux! Chaque traitement pourra y être en

effet discuté, analysé et critiqué au sein de groupes de discussion baptisés «cercles de qualité», pour évaluer si d'autres alternatives, moins coûteuses, ne pourraient être envisagées et culpabiliser les médecins trop consciencieux.

Face à la gravité de ces enjeux, on peut se permettre de sourire face aux ruses de Santésuisse qui nous dit encore que le choix du médecin ne sera pas limité puisque les patients pourront le choisir – au sein du réseau! Sourire plus jaune déjà, lorsque ces assureurs prétendent garantir la qualité des soins qui y seront dispensés, par le recours à des surveillants qui y testeront «400 indicateurs clairement définis». Loin de nous rassurer, ce cauchemar technocratique paranoïde nous donne des sueurs froides.

Ces réseaux de soins intégrés sont une véritable chronique d'un sacage humain et culturel annoncé. Les deux organes qui les promeuvent le font pour des raisons complètement différentes, intéressées (Santésuisse) ou pseudo-stratégiques (FMH). Leur commun dénominateur est cette volonté absurde et révoltante de faire entrer de force la médecine dans une logique néolibérale qui altère toutes les identités en transformant les patients en clients, les médecins en vendeurs et les soins en marchandise. Le tout dans une dynamique de suspicion et de contrôles, de compétition tous azimuts et de recherche d'un profit maximal à court terme. Cette logique va dénaturer la médecine comme elle est en train de le faire dans tant d'autres domaines précieux de notre vie. Puissent nos conseillers aux Etats avoir le courage d'enrayer cette machinerie infernale – et assurément effrayante.